

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 12/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28 juin 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ALPA ACIERIES LAMINOIRS PARIS

ZI DE LIMAY PORCHEVILLE
78440 Gargenville

Références : [HELIOS n°60141](#)
Code AIOT : 0006503465

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2023 dans l'établissement ALPA ACIERIES LAMINOIRS PARIS implanté ZI DE LIMAY PORCHEVILLE 78440 Gargenville. L'inspection a été annoncée le 16/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine.

Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains.

Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux. L'inspection du 28 juin 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

Par ailleurs, du fait de son statut d'installation prioritaire et en lien avec les enjeux environnementaux majeurs du site : enjeux de sécurité, de qualité de l'air et de gestion de la ressource eau notamment, le site de l'aciérie ALPA fait l'objet à minima d'une inspection annuelle. L'inspection du 28 juin 2023 s'inscrit également, dans le cadre de la programmation régionale de l'action de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ALPA ACIERIES LAMINOIRS PARIS
- ZI DE LIMAY PORCHEVILLE 78440 Gargenville
- Code AIOT : 0006503465
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site d'ALPA à Porcheville abrite une aciérie qui permet de couler de l'acier à partir de déchets d'acier à recycler. Les billettes qui sortent de l'aciérie encore rouges et à environ 600° sont amenées vers le laminoir. Elles y sont modelées dans leur forme définitive de ronds à béton prêts à être expédiés pour former la structure du béton armé dans les chantiers de construction.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Cessation d'activité : cuves de GNR évacuées en 2017
- Action nationale sécheresse
- Rejets atmosphériques
- Rejets eaux
- Transport des déchets
- Nuisances sonores
- Prévention de la légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1-III	Inspection du 20/10/22 Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Mesures en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
5	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
9	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 21.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
11	Rejet eau dépassement	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
13	Transports des déchets	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 17.8	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 8.1.1.	/	Sans objet
6	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article Article 11.1.2.1	/	Sans objet
7	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article Article 11.1.2.2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.2.3	/	Sans objet
10	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 6.1.7	/	Sans objet
12	Tour aéroréfrigérante	Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 13.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a annoncé la réalisation d'une étude technico-économique pour améliorer les mesures liées aux périodes de sécheresse. Il conviendra que celle-ci présente une vision prospective à court, moyen et long termes sur les actions à mener dans les prochaines années pour faire face à l'accentuation de la récurrence de ces événements climatiques impactant fortement la gestion de la ressource en eau. Il va s'agir d'optimiser la gestion de la ressource, tout en maîtrisant les polluants dans les rejets eaux en sortie d'installation.

Par ailleurs, l'installation doit faire l'objet d'une étude quant aux niveaux de bruit qu'elle génère dans le contexte industriel local.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/10/2022, article R512-39-1-III
Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité
Point de contrôle déjà contrôlé : inspection du 20/10/2022 – Lettre de suite
Prescription contrôlée : (...) Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1 , de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement. (...)
Constats : L'exploitant fournit à l'inspection un rapport n°KAID.23.291.R1.VV1 de diagnostic environnemental -synthèse d'investigations complémentaires de sols effectué par le prestataire mandaté le 11/05/2023. L'inspection constate la présence d'une pollution en HCT, HAP et naphtalène de 800 m ³ de sol au droit des anciennes cuves de fioul. Cependant, l'inspection constate que le rapport ne prend pas en compte une potentielle nappe au droit de l'étude et prend des valeurs de comparaison non utilisées dans le cadre de la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués (arrêté du 12 décembre 2014 et l'ATSDR). Les conclusions du rapport ne sont pas recevables. Conclusion : L'exploitant doit fournir sous trois mois, un rapport de diagnostic environnemental modifié et complété avec les éléments : <ul style="list-style-type: none">– précisant le contexte hydrogéologique au droit du site et les impacts possibles de la pollution des sols sur les eaux souterraines ;- justifiant des valeurs de référence prises en considération, conformément à la méthodologie nationale de gestion des sites et sols pollués. Il est précisé que sont reconnues comme valeurs témoins : les valeurs ELT (environnement local témoin). Elles permettent de comparer les valeurs du site à une valeur témoin à proximité. Ce référentiel Projet GéoBapa BP de fond pédo-géochimique du bassin parisien est disponible sur le portail infoterre. Par ailleurs, les valeurs Aspitet : « Apports d'une Stratification Pédologique pour l'Interprétation des Teneurs en Éléments Traces" (ASPITET) de l'INRA sont des VAS (valeurs d'analyse de la situation), utilisées dans le cadre de l'IEM.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Protection des ressources en eaux et des milieux aquatiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 8.1.1.			
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes.			
Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel en m3/an	Débit maximal (m3/heure ou jour)	
Eau de Forage	80 000	Horaire	Journalier
		77	412
Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur.			
Constats : L'exploitant remet une extraction des tableaux internes de gestion des eaux sur le site : Ils détaillent les consommations d'eau mensuelles et hebdomadaires sur les 5 dernières années, réparties en eaux potables et en eaux industrielles ; ces dernières sont issues du réseau d'eau de ville, d'une part et du forage, d'autre part, qui vient en appoint pour les besoins en eaux industrielles. Sur les cinq dernières années (2018/2022), les sommes de ces valeurs à l'année ne dépassent pas les 80 000 m³ de prélèvement maximal annuel autorisé via le forage : 2018 : 70 590m3 2019 : 32 711m3 2020 : 40 366m3 2021 : 38 833m3 2022 : 57 004m3 Lors de la visite du site, l'inspection constate la présence d'un dispositif de mesure totalisateur permettant le suivi de la production journalière issue de l'eau de forage, ainsi que celle d'une jauge permettant de connaître les niveaux journaliers de stockage de l'eau du forage.			
Type de suites proposées : Sans suite			
Proposition de suites : Sans objet			

N° 3 : Mesures en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015 Article 11.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sous-thème : Mesures générale en période de sécheresse
Prescription contrôlée : La société ALPA doit mettre en œuvre les mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau ainsi qu'à la limitation des rejets polluants et à leur surveillance renforcée suivant les dispositions prévues au présent titre, lorsque dans la zone d'alerte où elle est implantée, un arrêté constate le franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise.
Constats : L'exploitant remet le document détaillant les « dispositions en période de sécheresse », référencé PR.01.ENV.14. Le document décrit pour chaque situation de sécheresse spécifique, les informations à transmettre au personnel, les interdictions liées à la situation, et les actions et suivis. L'exploitant remet également, les tableaux récapitulatifs des consommations mensuelles et hebdomadaires d'eau potable, d'eau industrielle et d'eau de forage sur les années 2018, 2019, 2020, 2021, 2022 et 2023 (1ers mois de l'année). Au cours de la visite de site, l'inspection visionne le réseau intranet d'ALPA où sont accessibles les informations en lien avec les épisodes sécheresse notamment. Conformément aux dispositions de l'article 11.1 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils de vigilance, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, l'exploitant met en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau. Cependant, et contrairement aux dispositions de l'article 11.1. de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, l'exploitant n'a pas défini de limitation des rejets polluants et de programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants en cas de franchissement de seuil soit de vigilance, soit d'alerte, soit d'alerte renforcée ou encore de crise. L'exploitant, annonce la mise en œuvre d'une étude par un bureau d'étude spécialisé afin de renforcer les mesures à prendre en cas de sécheresse. L'objectif est de mieux identifier de nouvelles sources de réduction de la consommation d'eau et de renforcer/améliorer les actions à mener.
Conclusions : L'inspection est en attente sous 6 mois, de la définition de limitation des rejets polluants et du programme renforcé d'autosurveillance des effluents polluants conformément à l'article 11.1. de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas de situation de vigilance
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de vigilance constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » : <ul style="list-style-type: none">- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau ;- la société ALPA définit un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants.
Constats : L'exploitant remet deux notes internes signées de la direction, en lien avec l'évènement de 2022 et celui en cours pour 2023, (une date du 1er août 2022, l'autre du 3 mars 2023), ce qui correspond aux situations de sécheresses connues. Elles décrivent à l'intention du personnel, les opérations à limiter en « vigilance » ou à interdire en « alerte ». Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que ces notes sont disponibles sous le «share point» (réseau informatique interne au site) et également affichées sur les panneaux verts « Informations QHSE- Développement durable ». Conformément aux dispositions de l'article 11.1.1 de l'arrêté préfectoral 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils de vigilance : <ul style="list-style-type: none">- le personnel est informé du dépassement du seuil de vigilance, sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;- des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter afin d'éviter les gaspillages d'eau ainsi que les risques de pollution accidentelle, sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau. Cependant, et contrairement aux dispositions de l'article 11.1.1 de l'arrêté préfectoral 4 novembre 2015, l'exploitant n'a pas défini de programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants. Conclusion : L'inspection est en attente sous 6 mois de la définition d'un programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents polluants qui pourra entre autres items être détaillé via l'étude annoncée ci-dessus.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 Sécheresse
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11. 1. 2
Thème(s) : Risques chroniques, Disposition en cas de situation d'alerte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lors du dépassement du seuil d'alerte, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte ; - les consommations en eau, autres que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites ; en particulier, l'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules de l'établissement et le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sont interdits ; - la société ALPA définit les modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité ; - les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ; - La société ALPA renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ; <p>La société ALPA met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visés à l'article 11.1.1 ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Il est interdit de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchet industriels, dans le respect des dispositions relatives à la gestion des déchets de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ; <p>La société ALPA signale immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau de prises d'eau potable.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'article 11.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils d'alerte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte ; - les consommations en eau, autres que celles nécessaires aux procédés industriels et au maintien de la sécurité et de la salubrité des installations sont interdites ; en particulier, l'arrosage des pelouses, le lavage des véhicules de l'établissement et le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sont interdits ; - la société ALPA définit les modifications à apporter à son programme de production, afin de privilégier les opérations les moins consommatrices d'eau et celles générant le moins d'effluents aqueux polluants, pour aboutir notamment à une diminution des prélèvements d'eau de 10 % de la valeur autorisée sauf en cas d'impossibilité dûment motivée pour des raisons techniques ou de sécurité ; - les opérations exceptionnelles génératrices d'eaux polluées non strictement nécessaires à la production ou au maintien du niveau de sécurité sont reportées ; <p>Cependant, la société ALPA ne respecte pas les items suivants qui devraient être conformes aux dispositions de l'article 11.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils d'alerte et qui sont rédigés de la façon suivante :</p>

"- La société ALPA renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
La société ALPA met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visés à l'article 11.1.1 ;

- Il est interdit de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchet industriels, dans le respect des dispositions relatives à la gestion des déchets de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ;
La société ALPA signale immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau des prises d'eau potable."

Conclusions :

L'inspection est en attente sous 6 mois, du respect des items suivants conformément aux dispositions de l'article 11.1.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils d'alerte :

- La société ALPA renforce le programme de vérification du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements destinés à retenir ou à traiter les effluents pollués ou susceptibles de l'être ;
La société ALPA met en place le programme renforcé d'autosurveillance de ses effluents visés à l'article 11.1.2 ;

- La société met en place les dispositions pour interdire de traiter les effluents concentrés en vue de leur rejet sur site. Ces effluents sont recueillis et stockés dans des conditions permettant d'éviter tout déversement accidentel, puis éliminés dans des centres de traitement agréés de déchet industriels, dans le respect des dispositions relatives à la gestion des déchets de l'arrêté préfectoral d'autorisation en vigueur ;

De plus, la société met en place les dispositions pour signaler immédiatement au préfet et à l'inspection des installations classées tout accident susceptible d'induire une pollution au niveau des prises d'eau potable.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article Article 11.1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil d'alerte renforcée, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » : - le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte renforcée ; - en complément des dispositions prévues à l'article 3, l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à l'alinéa 4 de l'article 3, et réduit sa consommation d'eau en conséquence ; - l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.
Constats : Comme évoqué au point n° 4, l'exploitant remet deux notes internes signées de la direction, en lien avec l'évènement de 2022 et celui en cours pour 2023, (une date du 1er août 2022, l'autre du 3 mars 2023), ce qui correspond aux situations de sécheresses connues. Elles décrivent à l'intention du personnel, les opérations à limiter ou à interdire en situation « d'alerte renforcée ». Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que ces notes sont disponibles sous le « share point» (réseau informatique interne au site) et également affichées sur les panneaux verts « Informations QHSE- Développement durable ». Conformément aux dispositions de l'article de l'arrêté préfectoral 11.1.2.1 du 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils d'alerte renforcée : - le personnel est informé du dépassement du seuil d'alerte renforcée; - en complément des dispositions prévues à l'article 3, l'exploitant met en œuvre les modifications de son programme de production visées à l'alinéa 4 de l'article 3, et réduit sa consommation d'eau en conséquence ; - l'exploitant arrête immédiatement tout rejet d'effluents dont le traitement de dépollution est défaillant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article Article 11.1.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures lors du dépassement du seuil de crise
Prescription contrôlée : Lors du dépassement du seuil de crise, constaté par arrêté préfectoral, l'ensemble des mesures spécifiques complémentaires décrites aux articles 2, 3 et 4 doivent être mises en œuvre en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre » et le Préfet peut, en fonction de la situation et de l'importance de la crise, aller jusqu'à l'interdiction des prélèvements et des rejets en eau du site.
Constats : Comme évoqué au point n° 4, l'exploitant remet deux notes internes signées de la direction, en lien avec l'évènement de 2022 et celui en cours pour 2023, (une date du 1er août 2022, l'autre du 3 mars 2023), ce qui correspond aux situations de sécheresses connues. Elles décrivent à l'intention du personnel, les opérations à limiter ou à interdire en situation «de crise ». Lors de la visite de site, l'inspection a constaté que ces notes sont disponibles sous le « share point» local et également affichées sur les panneaux verts « Informations QHSE- Développement durable ». Conformément aux dispositions de l'article 11.1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, en cas de franchissement des seuils de crise, l'exploitant met en œuvre des mesures spécifiques complémentaires décrites aux articles 2, 3 et 4, en plus des mesures générales définies dans l'arrêté préfectoral « cadre ».
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 11.1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Levées des mesures et suivi
Prescription contrôlée : La levée des mesures spécifiques indiquées ci-dessus est soit effective à la date de fin de validité de l'arrêté préfectoral constatant le franchissement de seuil, soit actée par arrêté préfectoral. L'industriel tient à jour après chaque situation d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise, un document de suivi des mesures spécifiques mises en œuvre en application des articles 11.12, 11.1.2.1 et 11.1.2.2 ci-dessus. Outre les mesures mises en œuvre, ce suivi précise notamment : <ul style="list-style-type: none">- les réductions de la consommation en eau, des prélèvements d'eau et des flux de polluants rejetés.- les volumes mensuels prélevés sur l'ensemble de la période d'alerte, alerte renforcée ou crise. Ce document de suivi est mis à disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant remet en séance un document intitulé « Registre de suivi des dispositions sécheresse », référencé : AQA.ENV.46 ; celui-ci détaille les actions sur l'installation par secteur géographique pour la période d'alerte sécheresse du 1er août 2022 au 5 octobre 2022. Il remet également le suivi de la consommation d'eau journalière pendant la période sécheresse de 2022. En complément, l'exploitant a transmis par mail du 3 juillet 2023, le « Bilan situation sécheresse » référencé, AQA.ENV.66 pour la même période qui synthétise les constats de situation sur les équipements dédiés à la gestion de l'eau (absence de fuite, consignation du puits du forage ...) et précise l'économie de 330 m ³ d'eau non consommée en lien avec les actions menées à bien sur l'épisode de 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 21.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitation des activités bruyantes notamment extérieure (broyeur, ventilateurs, etc) ne doit pas générer au niveau des premières habitations une émergence rapport au niveau de bruit ambiant existant pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés.

Bruit Ambiant : Bruit total existant dans une situation donnée pendant un intervalle de temps donné.

Il est composé de l'ensemble des bruits émis par les sources proches et éloignées (établissement en fonctionnement Compris).

Les niveaux limites de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré A , noté L_{AeqT} .

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence de bruit généré par l'établissement).

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites de propriété de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Emplacements	Type de zone	Niveau maximum en dB (A) admissible en limite de propriété		
		Période de jour : de 7 h à 20 h	Période intermédiaire de 6 h à 7 h et de 20 h à 22 h Dimanche et jours fériés de nuit	Période nuit : 22h 00 à 06h00
En limite de propriété	Zone à prédominance d'activités commerciales et industrielles	70 dB (A)	60 dB (A)	60 dB (A)

Constats :

Par courrier du 6 janvier 2023, l'exploitant a transmis, le compte rendu de mesures des bruits dans l'environnement autour du site du 7 novembre 2022 ; celui-ci a été réalisé par le prestataire mandaté et porte la référence KAP.22.25.

Le rapport conclut que les niveaux sonores enregistrés en limite de propriété ne respectent pas les valeurs de l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015, tout en précisant que les mesures de bruit résiduelles présentent déjà des valeurs supérieures à ces valeurs limites sur l'ensemble des 5 points (hors mis le point 2 en période jour).

L'exploitant transmet en séance un bon de commande n° 1859-DP/FA pour une étude acoustique à venir avec une intervention au mois de juillet 2023. Celle-ci devrait permettre la mise en œuvre d'un plan d'actions correctrices avec pour objectif l'amélioration des niveaux sonores.

Conclusion : L'inspection est en attente de cette étude acoustique, afin de réexaminer la pertinence des seuils de bruit réglementaires sur le site, au regard des bruits existants dans l'environnement industriel de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 6.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, VLE concentrations et flux de polluants

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) :

- à une teneur en O₂ de 20 % pour les rejets du broyeur, des conduits ABB et BOLDROCCHI et de 11,5 % pour les rejets du laminoir Les VLE en concentrations s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement, stabilisée à l'exception des périodes de démarrage de secours, de ramonage de calibrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont limitées autant que possible dans le temps.

Emissaires concernés	paramètres	Valeurs limites en concentration sur chacun des rejets	Valeurs limites en Flux global
Acierie (conduit n°1 et n°2) ABB et BOLDROCCHI	CO	1.000 mg/Nm ³	-
	NO _x (exprimé en NO ₂)	100 mg/Nm ³	75 kg/h
	Dioxines	< 0,1 ng I-TEQ/ Nm ³	1 g/an
	Poussières	< 5 mg/Nm ³	6,5 kg/h et 50 g/t d'acier
	COV totaux	100 mg/Nm ³	10 kg/h
	Pb	0,15 mg/Nm ³	80 g/h
	Cd	0,05 mg/Nm ³	9 g/h
	Hg	< 0,05 mg/Nm ³	16 g/h
	Tl	0,05 mg/Nm ³	9 g/h
	Cd + Tl + Hg	0,08 mg/Nm ³	25g/h
	As + Se + Te	1 mg/Nm ³	40 g/h
	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5,0 mg/Nm ³	400 g/h

Emissaires concernés	paramètres	Valeurs limites en concentration	Valeurs limites en Flux global
Laminoir fonctionnant au gaz naturel (Sortie cheminée four poussant)	NO _x (exprimé en NO ₂)	200 mg/Nm ³	15 kg/h
	Poussières	10 mg/Nm ³	0,3 kg/h
	Cd	0,05 mg/Nm ³	2,5 g/h
	Hg	0,05 mg/Nm ³	2,5 g/h
	Tl	0,05 mg/Nm ³	2,5 g/h
	Cd+Hg+Tl	0,1	6 g/h
	As + Se + Te	1 mg/Nm ³	45 g/h
	Pb	0,15 mg/Nm ³	4,5 g/h
	Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	5,0 mg/Nm ³	225 g/h

Le flux en poussières pour le conduit n°1 est inférieur ou égal 4,5 kg/h. Le flux en poussières pour le conduit n°2 est inférieur ou égal 2 kg/h.

L'efficacité globale moyenne de captage des poussières est supérieure à 98 %.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la

<p>valeur limite prescrite. Sauf disposition contraire, dans le cas de l'autosurveillance en continu précisée à l'article 18.2.11.1 10% de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10% sont comptés sur une base de 24 heures.</p> <p>Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications concernées. L'exploitant informe, monsieur le préfet, dans les 48 heures suivant le dysfonctionnement du dispositif de réduction des émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 6 juillet 2023, le rapport des rejets de polluants à l'atmosphère du 1er semestre 2023, à la suite des prélèvements réalisés le 18 avril 2023 par le prestataire sur les cheminées de l'aciérie « conduit n°1 ABB » et « conduit n° 2, Boldocchi ».</p> <p>La totalité des points d'analyse sont conformes aux valeurs limites d'émission (VLE) attendues pour ces deux cheminées. Il est à noter que les résultats sur la cheminée du laminoir « conduit n°4 », ne sont pas exploitables, cette intervention ayant eu lieu durant le dépassement de la legionella pneumophila où l'installation a été arrêtée en urgence le 18 avril 2023 (cf point dédié). L'exploitant s'est engagé à reporter la mesure au 2ème trimestre 2023. Par mail du 13 juillet 2023, l'exploitant a transmis les rapports du contrôle inopiné air 2023, mis en œuvre le 24 mai 2023 sur les rejets atmosphériques du four de réchauffage du laminoir, sur ceux du four électrique – Boldracchi et enfin sur ceux du four électrique – ABB :</p> <p>Les trois conduits présentent des résultats conformes sur tous les paramètres contrôlés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 11 : Rejets eaux résiduaires**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 10.2.6.4.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions des eaux résiduaires avant rejet dans le milieu naturel**Prescription contrôlée :**

La société ALPA est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires pluviales et industrielles issues des points de rejets n°1 et 2, dans la Seine, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence des rejets vers le milieu récepteur : N ° 1 (secteur laminoir) et 2 (secteur aciérie)

paramètre	Concentration maximale pour tous les points de rejet en mg/l (Echantillon moyen sur 24h)	Flux maximal	
		Rejet n°1	Rejet n°2
MESST	20	2,4 kg/j	6 kg/j
DBO ₅	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
DCO	125	15 kg/j	37,5 kg/j
Azote totale	30	2,1 kg/j	3,15 kg/j
Phosphore totale	10	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Chrome total	0,5	6,5 g/j	10 g/j
Hydrocarbures totaux	< 5	0,8 kg/j	1,2 kg/j
Etain et ses composés	2	26 g/j	39 g/j
Cuivre et ses composés	0,5	60g/j	150 g/j
Nickel et ses composés	< 0,5	6,5g/j	10 g/j
Zinc et ses composés	< 2	26 g/j	39 g/j
Plomb et ses composés	0,5	6,5g/j	10 g/j
Fer et ses composés	2	240g/j	600 g/j
Aluminium et ses composés	5	390g/j	585 g/j
Arsenic	0,05	0,65 g/j	0,65 g/j
Mercure	<0,1	/	1,3 g/j
Cadmium	<0,2	2,6 g/j	2,6 g/j

Les rejets n°1 et n°2 se rejoignant en sortie de site, le débit maximal en sortie de site est de 420 m3/jour par temps sec.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Constats :

Par mail du 6 juillet 2023, l'exploitant a transmis le rapport référencé, MS23-02002 ALPA mars 23. Celui-ci détaille les résultats d'analyse du contrôle inopiné sur les rejets eau réalisé par le prestataire mandaté, les 28 et 29 mars 2023.

Pour les rejets de l'aciérie : les concentrations et flux sont inférieurs aux VLE attendues conformément à l'arrêté préfectoral du 4 novembre 2015.

Pour les rejets du Laminoir : les concentrations et les flux sont inférieurs aux valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral, n°35760 du 04 novembre 2015 sauf pour les flux de zinc (0,0306 kg/j au lieu de 0,026 kg/j). La température est inférieure aux valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral. Le pH moyen journalier est compris entre 6,5 et 9,0, valeurs limites définies par l'arrêté préfectoral

Conclusion :

L'inspection est en attente sous deux mois, d'une justification sur le dépassement pour les flux en zinc sur les rejets du laminoir et de la mise en œuvre de dispositions visant à faire respecter toutes les valeurs limites d'émission prescrites par l'article 10.2.6.4.1 de l'arrêté Préfectoral du 04/11/2015.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Tours aéroréfrigérantes
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 13.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention de la légionellose
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air respectent les prescriptions prévues dans les arrêtés ministériels applicables aux installations visées par la rubrique 2921.</p> <p>En particulier, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau de l'installation en fonctionnement soit en permanence maintenue à une concentration inférieure à 1000 UFC/l selon la norme en vigueur.</p> <p>Les installations de refroidissement par Tour Aéro-Réfrigérante (TAR) sont aménagées et exploitées suivant les dispositions de l'arrêté ministériel du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>Les résultats d'analyse de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> sont transmis à l'inspection des installations classées dans un délai de trente jours à compter de la date des prélèvements correspondants .</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation a été confrontée à deux épisodes de dépassement de <i>legionella pneumophila</i> dans le circuit de la coulée continue :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dépassement du 6 avril 2023 : 130 000 UFC/L ; - Dépassement du 25 mai 2023 : 50 000UFC/l. <p>A la demande de l'inspection par courrier du 19 avril 2023 et conformément à l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, l'exploitant a arrêté l'équipement et pris les mesures prescrites. A la suite de l'épisode du 25 mai, l'inspection a demandé par mail du 5 juin 2023, en plus des prescriptions de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, une analyse comparée des causes des deux dépassements.</p> <p>L'exploitant a transmis un rapport global d'incident par courrier du 8 juin 2023, relatant notamment les causes identifiées des deux évènements, présentées dans le document comme décorréélées, la stratégie de traitement, ainsi que l'analyse méthodique des risques et le plan de surveillance et d'entretien mis à jour au 8 juin 2023 et incluant les enseignements des dépassements récents.</p> <p>L'exploitant a transmis par mail du 3 juillet 2023, les dernières analyses provisoires réalisées sur prélèvement du 22 juin 2023 sur les 6 points de prélèvement. Celles-ci sont conformes.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de l'épisode du 6 avril 2023, les résultats d'analyses intermédiaires sur la <i>legionella pneumophila</i> n'ont pas été transmis par le laboratoire et l'arrêt de la TAR n'était intervenu que le 18 avril 2023, soit 12 jours après le prélèvement et en réaction aux données des résultats définitifs. L'inspection insiste sur la nécessité du suivi des rapports intermédiaires qui interviennent plusieurs jours en amont du rapport définitif et pré-alertent sur une éventuelle dérive.</p> <p>Il convient que l'exploitant s'assure de la disponibilité de l'analyse intermédiaire dès que possible auprès du laboratoire et anticipe sur les actions à mener en cas de dépassement au regard des seuils imposés en UFC/l de <i>legionella pneumophila</i>, par l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013.</p> <p>Ces rapports intermédiaires seront tenus à la disposition de l'inspection et pourront être transmis en cas de doute sur la conformité des analyses.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Transports des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/11/2015, article 17.8
Thème(s) : Risques chroniques, Transport des déchets
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants . (...) Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement. (...)</p>
<p>Constats : A la suite de changements de sociétés destinataires, pour l'évacuation/valorisation des laitiers de four de l'installation, l'inspection a décidé de faire un focus sur les déchets de laitiers de four qui ne relèvent toutefois pas de la réglementation pour les déchets dangereux. L'exploitant projette sur le tableau numérique le bilan annuel 2022 des déchets identifiés avec le code 10 02 01, soit les déchets de laitiers de hauts fourneaux et d'aciéries conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'Environnement ; celui-ci détaille les références des éliminateurs de ces déchets et les types de traitement à apporter. Par sondage, l'inspection examine la fiche de traçabilité du 6 février 2022, élaborée pour les laitiers sidérurgiques valorisés en technique routière : celle-ci détaille producteur, fabricant, responsable de la mise en œuvre domaine d'emploi, matériau routier fabriqué ; elle reprend les prescriptions réglementaires du guide d'application laitiers sidérurgiques (SETRA ref 1226 d'octobre 2012) et comporte le visa du responsable de la mise en œuvre. Il manque dans la fiche la référence au code déchet : 10 02 01, qui est à reporter sur les fiches à venir.</p> <p>Conclusion : l'inspection est en attente de la saisie du code déchet sur toutes les fiches.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois